



Lettre ouverte de la CGTR aux candidats aux élections municipales

Il est indispensable pour notre organisation, la CGTR, attachée à des valeurs d'égalité, de solidarité, de porter nos propositions pour la réponse aux besoins sociaux en interpellant les candidats aux élections municipales sur 10 thématiques fortes propres aux prérogatives des maires.

Développer les services publics pour permettre aux agent·es de remplir leurs missions

Les 36500 agents de la Fonction Publique Territoriale de La Réunion mettent en œuvre les politiques publiques décidées par celles et ceux qui seront élu·es le 22 mars au soir. Elles et ils doivent faire face à des politiques d'austérité qui les privent des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions. Le statut de fonctionnaire subit également de fortes attaques : Il y a 60% d'agents contractuels dans les municipalités à La Réunion. Autant de variables d'ajustement et de conséquences en termes d'efficacité des services publics.

Au contraire de cette véritable destruction de ce qui fait socle commun, la CGTR défend le maintien et le développement des services publics de proximité, avec la préservation et l'amélioration du statut des fonctionnaires, la titularisation des personnels pouvant y prétendre et le refus des logiques d'externalisation et de sous-traitance.

Des critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics

La commande publique est un levier majeur des municipalités. Elle pèse à la fois sur l'emploi, les salaires, la qualité des services, comme sur l'environnement. La CGTR demande la mise en place de critères vérifiables : clauses sociales opposables (application des conventions collectives nationales, salaires, égalité, santé, sécurité), exigences environnementales mesurables (carbone, matériaux, déchets, transport) et transparence sur les engagements et leur contrôle. Elle rejette les logiques de sous-traitance et porte la valorisation du « made in Réunion » et des circuits courts.

Une politique de logement qui réponde aux besoins

Préoccupation majeure des travailleurs, le logement subit une crise majeure à La Réunion où plus de 50000 demandes de logements sociaux sont en attente. Les communes ont un rôle à jouer pour enrayer cette situation, Il est urgent que les municipalités fassent le choix de respecter strictement la loi SRU en s'engageant dans la production de logement sociaux, Ça passe aussi par la remobilisation des logements vacants. Sur le plan environnemental, la CGTR défend également la limitation de l'étalement urbain et la réhabilitation des bâtiments publics – y compris sur le plan énergétique.

Une gestion de l'eau sociale et environnementale

Les municipalités ont de grandes responsabilités par rapport à la gestion de l'eau, mais à l'heure actuelle, il n'y a pas de volonté de faire de l'eau un bien commun, La gestion de ce service public de l'eau ne répond pas aux attentes, ni aux besoins, ni aux enjeux écologiques actuels. La CGTR défend la création d'un réel service public de gestion de l'eau, transparent, contrôlable et accessible à tous, ainsi qu'une tarification juste et égalitaire quelle que soit la commune.

Un développement et une décarbonation des transports collectifs

Les transports sont un enjeu social et environnemental important, La question des transports doit contribuer à la décarbonation sur l'ensemble de sa filière (de la fabrication au recyclage en passant par l'exploitation), elle permet l'accès au travail, à la culture, aux loisirs et elle contribue fortement à l'activité économique du pays. Son bon fonctionnement nécessite une desserte fine de tout le territoire réunionnais, avec un service de proximité et de qualité, une tarification rendant les transports collectifs accessibles à tous.

Une éducation inclusive et publique

Les municipalités ont un certain nombre de prérogatives qui touchent directement le domaine de l'éducation. Les suppressions actuelles de postes d'enseignants impactent durement le système scolaire avec des fermetures de classes, voire d'établissement. Les municipalités doivent s'opposer à toute fermeture de classe ou d'école. Sur le financement de l'enseignement privé : la concurrence inégale et faussée de l'enseignement privé sous contrat participe au séparatisme social. L'école publique et laïque est la seule école qui a l'obligation d'accueillir tous les élèves, et doit redevenir la priorité des politiques publiques. Sur le bâti scolaire : les écoles ne répondent plus à l'enjeu du réchauffement climatique, avec des températures extrêmes dans les classes. Se pose également la question de l'accessibilité des élèves en situation de handicap. Une rénovation du bâti scolaire est indispensable, à plus ou moins long terme. La CGTR veut citer aussi les personnels qui ne sont pas des fonctionnaires de l'État, à savoir les Atsem. Ils constituent une aide très importante pour les enseignants du premier degré.

une action sociale et un accès à la culture renforcés

La culture est souvent la première victime des coupes budgétaires dans les collectivités, et le risque est grand d'aller vers un effondrement de ce qu'on appelle le service public de la culture. La CGTR demande aux municipalités qu'elles aient une politique volontariste en matière d'enseignement artistique, d'éducation populaire, de soutien à la création et de soutien aux artistes via des dispositifs soutenant l'emploi direct. La culture n'est pas un luxe, elle doit être l'affaire de tous et il est essentiel qu'elle soit au cœur des programmes de ces municipales.

Un accueil de qualité pour la petite enfance et les personnes âgées dépendantes

Les politiques austéritaires successives ont un impact violent sur les personnes les plus fragiles. Turn-over, sous-effectif chronique, perte de sens au travail et conditions de travail difficiles sont les quotidiens des agent·es qui s'occupent des enfants en bas âge et des personnes âgées dépendantes. La CGTR défend la suppression de tout financement public aux structures privées lucratives dans ce secteur et le développement des structures publiques (y compris en termes de personnel), l'accès aux places en crèches municipales à tous sans discrimination de revenu et le développement des structures publiques de maintien à domicile.

Une offre de soin de proximité

On dénonce souvent une utilisation des urgences hospitalières abusive et inappropriée. C'est la conséquence directe de la difficulté – voire de l'impossibilité pour certains – d'avoir accès à une médecine de ville. La solution pour la CGTR est le développement de centre municipaux de santé pluriprofessionnels à gestion non lucrative, adossés à l'hôpital public, répartis sur le territoire réunionnais pour répondre aux besoins locaux, avec un financement intégral par la Sécu pour éviter tout reste à charge et avance de frais.

La défense des libertés syndicales

Nous demandons aux maires de respecter le droit aux libertés et de conforter et développer les Bourses du travail quand elles existent. Il nous apparaît urgent, dans ce moment de basculement politique, de laisser la place qui revient à ces outils indispensables à la défense des droits des travailleurs. La CGTR demande la création d'une Bourse du travail dans chaque commune de plus de 15 000 habitants et la prise en charge de l'entretien et de la rénovation des locaux par la mairie.

La CGTR pose une 11eme exigence : le refus de toute alliance avec l'extrême droite, au premier comme au second tour. L'extrême droite n'est pas une force républicaine, c'est un danger pour la cohésion du pays, pour les libertés et pour les travailleurs. La CGTR est extrêmement mobilisée pour empêcher l'extrême droite d'arriver dans nos villes.

Jacky BALMINE, Secrétaire Général CGTR